



## Conseil économique et social

Distr. générale  
3 septembre 2012  
Français  
Original: anglais

---

### Commission économique pour l'Europe

#### Réunion des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

##### Septième réunion

Stockholm, 14-16 novembre 2012

Point 9 a) de l'ordre du jour provisoire

**Programme d'aide: rapport sur l'état d'avancement des activités  
menées dans le cadre de la phase préparatoire  
et de la phase d'exécution du Programme**

### Rapport sur l'état d'avancement du Programme d'aide

#### Note du Bureau et du Groupe de travail de l'application

##### *Résumé*

Le Programme d'aide de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels a été adopté à la troisième réunion de la Conférence des Parties en 2004. Il avait pour objet d'intensifier l'action menée par les pays en transition de la région de la Commission économique pour l'Europe (CEE) pour renforcer la sécurité industrielle dans le cadre de l'application de la Convention.

Comme la Conférence des Parties l'a demandé à sa sixième réunion (CEE/CP.TEIA/22, par. 33 d)), le présent document informe la Conférence des activités entreprises au titre du Programme d'aide ainsi que des progrès accomplis.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1–2	3
I. Mise en œuvre de l’approche stratégique sur la période 2011-2012 .....	3–26	3
A. Atelier consacré à l’utilisation des indicateurs et des critères pour la mise en œuvre de l’approche stratégique.....	6–13	4
B. Premier cycle de présentation des auto-évaluations et des plans d’action.....	14–22	5
C. Dispositifs organisationnels concernant la mise en œuvre de l’approche stratégique.....	23–26	6
II. Phase d’exécution sur la période 2011-2012.....	27–64	7
A. Activités du Programme d’aide organisées sur la période 2011-2012.....	28–58	7
B. Activités futures en préparation.....	59–64	12
III. Phase préparatoire sur la période 2011-2012 .....	65–71	13
Annexes		
I. Modèle de présentation de propositions de projets dans le cadre du Programme d’aide .....		15
II. Contributions en nature au Programme d’aide sur la période 2011-2012.....		17

## Introduction

1. Le Programme d'aide (CEE/CP.TEIA/2004/2), adopté par la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (Convention sur les accidents industriels) à sa troisième réunion (Budapest, 27-30 octobre 2004), comporte deux phases: une phase préparatoire et une phase d'exécution. La première phase concerne les activités visant à vérifier que les pays se sont acquittés des tâches fondamentales prévues dans la Convention ou à les aider à comprendre leurs besoins en la matière. Le but de la deuxième phase est de fournir des activités d'aide en fonction des besoins pour la réalisation de tâches plus complexes dans les pays qui ont franchi le cap des tâches fondamentales.

2. Le présent document est structuré de la manière suivante. Premièrement, il décrit les progrès observés dans la mise en œuvre de l'approche stratégique pour le Programme d'aide (CEE/CP.TEIA/2008/5), adoptée à la cinquième réunion de la Conférence des Parties (Genève, 25-27 novembre 2008). Vient ensuite une description des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la phase préparatoire et de la phase d'exécution, l'ordre de ces deux phases étant inversé. En effet, les activités de la phase d'exécution sont présentées en premier afin de montrer qu'elles présentent un plus grand intérêt, étant donné que la plupart des pays participant au Programme d'aide ont été invités à prendre part à cette phase. On trouvera dans la deuxième partie un aperçu des activités menées ou projetées dans la phase préparatoire.

## I. Mise en œuvre de l'approche stratégique sur la période 2011-2012

3. À sa sixième réunion, la Conférence des Parties a adopté les instruments permettant d'appliquer le mécanisme cyclique de l'approche stratégique (CEE/CP.TEIA/2010/6) et a fait obligation aux pays bénéficiaires du Programme d'aide d'appliquer les indicateurs et critères, instrument essentiel du mécanisme.

4. La Conférence des Parties a également demandé aux pays bénéficiaires de fournir, pour septembre 2011, une auto-évaluation des progrès qu'ils ont faits dans l'application de la Convention pour chacun des domaines d'activité de la Convention et de l'actualiser en permanence par la suite. Chacun de ces pays devrait aussi présenter un plan d'action national faisant fond sur les résultats de leur auto-évaluation initiale au plus tard en février 2012, puis de le mettre à jour le cas échéant. Si un pays projette de soumettre une proposition de projet avant février 2012, il devra présenter en même temps une auto-évaluation et un plan d'action au sujet du domaine d'activité considéré.

5. Le Bureau et le Groupe de travail de l'application ont été priés de s'assurer de la mise en œuvre de l'approche stratégique. Ils ont donc décidé d'organiser un atelier pour expliquer à tous les pays bénéficiaires, que ce soit dans la phase préparatoire ou dans la phase d'exécution, le fonctionnement des indicateurs et des critères de mise en œuvre de l'approche stratégique. Les deux organes ont par ailleurs décidé de créer un mécanisme visant à appuyer les pays présentant des auto-évaluations et des plans d'action et leur assurer un retour d'information.

## **A. Atelier consacré à l'utilisation des indicateurs et des critères pour la mise en œuvre de l'approche stratégique**

6. Les indicateurs et critères sont des instruments contraignants au titre du Programme d'aide qui servent à mettre au jour et à résoudre les problèmes de mise en œuvre, puis à mesurer les progrès obtenus dans le cadre de la Convention.

7. Un atelier consacré à l'utilisation des indicateurs et des critères pour la mise en œuvre de l'approche stratégique, financé par l'Initiative environnement et sécurité (ENVSEC), s'est tenu à Bratislava du 4 au 6 mai 2011. Il a principalement porté sur la première étape de l'approche stratégique, à savoir l'analyse et l'examen du degré d'application, et la mise en évidence des insuffisances et des problèmes. Les deuxième et troisième étapes (définition des étapes à suivre et du calendrier à observer pour éliminer les insuffisances, élaboration d'un plan d'action et mise en œuvre de celui-ci, et évaluation des résultats obtenus) ne peuvent être efficaces qu'après une auto-évaluation claire et complète.

8. L'équipe spéciale qui a conçu l'atelier a tout particulièrement mis l'accent sur les avantages qu'il y avait à utiliser l'auto-évaluation de chaque pays, non seulement pour l'application de la Convention, mais aussi pour demander que des activités d'aide soient organisées dans le cadre du Programme d'aide.

9. À la fin de l'atelier, les participants ont formulé les conclusions ci-après à propos des indicateurs et des critères:

a) Ils constituent un mécanisme d'auto-évaluation clair, compréhensible et gérable;

b) Ils créent un cadre dans lequel les questions recensées par les pays après l'auto-évaluation peuvent être utilisées pour demander une aide, non seulement au titre de la Convention, mais aussi hors de son cadre, au titre de programmes d'autres organisations ou organes régionaux comme l'Union européenne (UE) et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ou encore dans le cadre de l'Initiative ENVSEC;

c) Les éléments liés à l'application de la Convention et précisés dans les indicateurs et critères constituent également un mécanisme efficace permettant d'aider les pays à progresser pendant la phase préparatoire et de les conseiller dans la réalisation des tâches fondamentales.

10. L'atelier a fait apparaître des aspects importants concernant l'utilisation des indicateurs et des critères, notamment les suivants:

a) Un groupe d'experts représentant les différentes autorités en charge des divers domaines d'activité doit participer à l'auto-évaluation pour veiller à ce qu'elle rende fidèlement compte de la situation d'un pays;

b) Il est important que les membres du groupe prêtent attention à certaines conditions préalables à l'utilisation des indicateurs et des critères:

i) Une bonne compréhension de la Convention est indispensable;

ii) Une bonne connaissance de la situation du pays s'impose;

iii) Tous les acteurs nationaux concernés doivent participer à l'auto-évaluation.

11. Il a également été souligné que les pays ne devraient pas considérer l'auto-évaluation comme un outil externe qui leur était imposé, mais comme un moyen de mesurer leur niveau d'application et d'encourager les progrès.

12. Les participants ont été invités à commencer l'auto-évaluation en se fondant sur les connaissances acquises pendant l'atelier et à consigner les résultats dans un tableau d'évaluation présenté lors de l'atelier. Il leur a été rappelé d'adresser ces résultats au secrétariat au plus tard à la fin de septembre 2011.

13. Le Bureau et le Groupe de travail de l'application se sont ensuite engagés à étudier un mécanisme visant à assurer un retour d'information concernant les auto-évaluations présentées au secrétariat. Les deux organes envisageraient aussi d'apporter au besoin une aide supplémentaire dans la phase d'exécution de l'approche stratégique.

## **B. Premier cycle de présentation des auto-évaluations et des plans d'action**

14. Après la session de formation aux indicateurs et aux critères relatifs à la mise en œuvre de l'approche stratégique, les pays participants se sont de nouveau engagés à élaborer et à adresser au secrétariat, comme il a été convenu à la sixième réunion de la Conférence des Parties, leur auto-évaluation au plus tard en septembre 2011.

15. Comme suite à la décision du Bureau, le secrétariat devait recueillir les auto-évaluations, qui devaient être examinées par un groupe restreint constitué du Président du Groupe de travail de l'application, des Vice-Présidents de la Conférence des Parties et du membre du Groupe de travail représentant le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Le Président du Groupe de travail assurait la présidence du groupe.

16. Le groupe restreint a pu évaluer 10 auto-évaluations sur les 15 qui auraient dû être présentées par les pays ayant participé à l'atelier de formation de Bratislava.

17. Il a jugé décevant le fait que la qualité des auto-évaluations reçues n'était pas satisfaisante et témoignait, à différents degrés, d'une ignorance de l'utilisation du mécanisme prévu dans l'approche stratégique, ainsi que d'une certaine confusion quant aux mécanismes expliqués dans le document et aux domaines d'activité de la Convention.

18. La déception du groupe restreint était en grande partie due à l'idée erronée que les pays se faisaient du fonctionnement de la Convention, même lorsqu'ils évaluaient des domaines d'activité pour lesquels des sessions de formation spéciales avaient été organisées. Par contre, le groupe restreint a également décelé de bons exemples d'auto-évaluation, notamment en ce qui concerne la Serbie et la Croatie.

19. À la suite de l'évaluation des auto-évaluations reçues, le Président du Groupe de travail de l'application a adressé au pays des lettres pour les informer des appréciations du Groupe, y compris des suggestions précises sur la façon d'améliorer le processus. Les pays ont également été priés d'envoyer au secrétariat une nouvelle version de l'auto-évaluation dans les plus brefs délais et de préférence avant l'envoi des plans d'action.

20. Les participants à l'atelier de Bratislava ont par ailleurs rappelé une décision de la Conférence des Parties demandant aux pays bénéficiaires d'adresser leur plan d'action au secrétariat pour la fin février 2012. Au moment de l'élaboration du présent document, le secrétariat n'avait reçu que quatre plans d'action, à savoir de l'Albanie, de la Croatie, de la Serbie et de l'ex-République yougoslave de Macédoine. De tous les pays qui ont été invités à envoyer une deuxième version de l'auto-évaluation conjointement avec le plan d'action, seul le Bélarus avait envoyé une version révisée, mais sans plan d'action.

21. Le Bureau a jugé préoccupants les résultats de ce premier cycle d'auto-évaluations et le faible taux de plans d'action reçus. Il a décidé d'organiser les travaux relatifs à la mise en œuvre de l'approche stratégique pour que celle-ci puisse être efficacement surveillée et pour que des décisions puissent être prises concernant la voie à suivre. Sachant qu'il était également important pour les pays d'utiliser les indicateurs et critères et de mettre en œuvre l'approche stratégique afin de demander l'organisation d'activités d'aide durables, le Bureau a reconnu qu'il était indispensable d'investir plus de temps et de ressources pour qu'ils soient bien compris et efficacement appliqués.

22. Le Bureau a aussi demandé au secrétariat d'établir un modèle de proposition de projet, tel qu'il est présenté à l'annexe I.

## C. Dispositifs organisationnels concernant la mise en œuvre de l'approche stratégique

23. Suite aux résultats des auto-évaluations, le Bureau a décidé qu'il faudrait mettre en place une structure spéciale pour bien surveiller les progrès constatés dans la mise en œuvre du Programme d'aide et de l'approche stratégique. Il a donc révisé les modalités relatives à la mise en œuvre de l'approche stratégique et au partage des responsabilités entre les organes relevant de la Convention.

24. Après avoir examiné les tâches qui incomberaient au Bureau et au Groupe de travail de l'application s'agissant du Programme d'aide et de la mise en œuvre de l'approche stratégique correspondante, le Bureau a décidé de répartir les tâches entre les deux organes pour en assurer une gestion efficace.

25. Il a par conséquent été décidé que le Bureau resterait entièrement responsable de toutes les étapes et continuerait à les surveiller. Il lui appartiendrait aussi de prendre les décisions pertinentes conformément à son mandat. En parallèle, il a été décidé que le Groupe de travail de l'application se verrait confier les tâches liées à la mise en œuvre de l'approche stratégique (voir le tableau 1) et que son Président déterminerait le mode de fonctionnement et trancherait la question de savoir s'il fallait solliciter le concours des membres du Bureau pour la surveillance et l'examen.

Tableau 1

### Tâches proposées et répartition des compétences dans le cadre du Programme d'aide

<i>Principales tâches</i>	<i>Tâches détaillées</i>	<i>Organe compétent</i>
I. Présenter des directives en fonction des besoins dans la phase préparatoire	Organisation d'ateliers ou de missions de sensibilisation	Groupe de travail de l'application (substance), Bureau (approbation)
	Examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations après l'atelier ou la mission	Groupe de travail de l'application
II. Surveillance de l'application de l'approche stratégique	Veiller à ce que chacune des trois étapes du mécanisme cyclique soit exécutée par chacun des pays bénéficiaires	Groupe de travail de l'application
	Encourager les pays bénéficiaires à prendre une part active au processus	Groupe de travail de l'application
III. Approbation des activités	Examen des auto-évaluations et des plans d'action des pays bénéficiaires	Groupe de travail de l'application sous la direction de son Président
	Évaluer la demande d'aide, quant au fond, et donner des directives	Groupe de travail de l'application
	Prendre une décision concernant l'approbation de l'activité eu égard aux fonds disponibles	Bureau

<i>Principales tâches</i>	<i>Tâches détaillées</i>	<i>Organe compétent</i>
IV. Surveillance des progrès	S'assurer que des progrès soient accomplis dans l'application de la Convention dans le cadre de l'approche en trois étapes et, en l'absence de progrès, s'enquérir des raisons auprès des pays bénéficiaires	Groupe de travail de l'application
	Évaluer d'une manière générale les progrès réalisés dans le cadre du Programme d'aide	Bureau
V. Mobilisation de fonds pour le Programme d'aide	Veiller à ce que des fonds soient disponibles pour les activités d'aide acceptées	Qui est responsable?

26. Le Bureau a décidé que le groupe restreint existant devrait continuer à évaluer les auto-évaluations et plans d'action jusqu'à la septième réunion de la Conférence des Parties, après laquelle les nouvelles modalités éventuellement arrêtées par la Conférence des Parties devraient être mises en place.

## II. Phase d'exécution sur la période 2011-2012

27. En 2011-2012, les travaux de la phase d'exécution du Programme d'aide visaient essentiellement les activités de renforcement des capacités en fonction des besoins demandées par les pays dans les domaines suivants:

a) Prévention: un projet relatif aux inspections sur place pour la Croatie, la Serbie et l'ex-République yougoslave de Macédoine; et des sessions nationales de formation à l'identification des activités dangereuses au titre de la Convention pour le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan;

b) Prévention, préparation et intervention: un projet dans le delta du Danube pour la République de Moldova et l'Ukraine, avec la participation de la Roumanie.

### A. Activités du Programme d'aide organisées sur la période 2011-2012

#### 1. Deuxième phase du projet ayant trait à l'évaluation de la sécurité dans les Balkans: inspections sur place pour la Croatie, la Serbie et l'ex-République yougoslave de Macédoine

28. Une session de formation aux inspections sur place pour la Croatie, la Serbie et l'ex-République yougoslave de Macédoine a eu lieu à Zagreb du 29 au 31 mars 2011, comme suite à une session de formation antérieure à laquelle avaient participé les trois pays et qui était axée sur l'évaluation des rapports sur la sécurité (Belgrade, 8-10 février 2010). La précédente session avait notamment abouti à l'établissement d'une liste de contrôle concernant l'évaluation des rapports sur la sécurité.

29. Chaque pays était représenté par 10 participants provenant de départements ministériels et des inspections en relevant. Trois animateurs ont travaillé avec les experts nationaux. Le projet, financé par le Ministère allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire, a bénéficié de contributions en nature de la Norvège et

de la Croatie. Ce dernier pays a communiqué aux experts et aux animateurs un rapport sur la sécurité émanant d'une de ses installations et en a fourni la traduction en anglais.

30. La session de formation avait pour principal objet d'accroître les connaissances des autorités publiques lorsqu'il s'agissait de vérifier l'évaluation des rapports sur la sécurité. Pour ce faire, il fallait inspecter les installations se livrant à des activités dangereuses en faisant fond sur les conclusions de l'évaluation des rapports.

31. Les participants devaient travailler à partir de la liste de contrôle établie lors de la précédente session de formation et modifiée par les animateurs à la suite des observations reçues des experts nationaux. Les participants ont dit qu'il était indispensable de modifier la liste, forts de l'expérience qu'ils avaient tirée de son utilisation après la première session de formation. Les experts nationaux ont conclu que, pour pouvoir être utilisée plus souvent et à une plus vaste échelle, la liste de contrôle devrait être d'un emploi plus facile et devrait permettre à l'utilisateur de déceler plus clairement, dans un rapport sur la sécurité, les points qu'il fallait évaluer sur dossier et ceux qui requéraient une inspection sur place.

32. Les participants à la formation et les experts ont jugé précieuses les informations contenues dans la version précédente de la liste de contrôle et ont donc décidé de ne pas les supprimer, mais de les placer dans les nouvelles directives concernant la liste de contrôle.

33. Une simulation d'inspection sur un site industriel dangereux faisait partie intégrante de la session de formation. L'exercice a été effectué par les experts nationaux, conseillés par les animateurs. L'installation visitée était un dépôt de stockage de gaz situé à Ivanjic Grad, à 40 kilomètres de Zagreb. L'inspection a été réalisée en groupes selon un plan élaboré pendant les travaux de groupe de la veille; le plan comportait des points à vérifier et des questions à demander.

34. L'un des thèmes discutés pendant la session de formation de trois jours portait sur l'intégration des inspections, à savoir combiner l'inspection de la sécurité des installations dangereuses avec celle du personnel et/ou de l'environnement. Les experts nationaux ont tous reconnu l'utilité des inspections intégrées, mais ils se sont dits préoccupés par la coordination et l'organisation des inspections, compte tenu de la participation et de la juridiction des diverses autorités gouvernementales.

35. Les experts nationaux des trois pays ont souhaité être davantage informés de la façon dont les inspections intégrées fonctionnaient dans d'autre pays, en particulier quant au point de savoir si elles étaient fondées sur un cadre juridique, quelles autorités intervenaient, comment la planification était effectuée et quels aspects étaient visés.

36. Après avoir été testée pendant la session de formation, la deuxième version de la liste de contrôle a été traduite en russe à l'usage des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et des pays d'Europe du Sud-Est, où le russe était plus largement utilisé que l'anglais.

## **2. Projet visant à améliorer le fondement juridique pour la Géorgie**

37. Le projet concernant la législation relative aux mesures de préparation qui avait été accepté par la Conférence des Parties pour la Géorgie a été annulé. La Géorgie a indiqué qu'elle souhaitait éviter un doublon avec un projet de jumelage similaire de l'UE organisé à son intention. Les représentants de la République tchèque, qui avait offert d'être le principal contributeur en nature pour le projet mené au titre du Programme d'aide, ont approuvé la décision d'annuler le projet.

## **3. Projet relatif au delta du Danube**

38. Un projet portant sur la gestion des risques et des crises dans le delta du Danube a été lancé en décembre 2010, la République de Moldova ayant souhaité que soient menés



des travaux visant à renforcer sa coopération avec l'Ukraine et la Roumanie, dans le but d'assurer une prévention et une intervention efficaces en cas d'urgences découlant d'activités dangereuses dans le delta du Danube.

39. Il était indispensable d'instaurer une coopération entre les trois pays de la région du delta du Danube afin de renforcer et, si possible, d'harmoniser les mécanismes et méthodes permettant une gestion concrète et efficace des risques et des crises. Était également primordiale la pleine participation du secteur industriel et d'autres organisations et programmes s'occupant de la prévention et de l'intervention en matière de pollution accidentelle des eaux.

40. Le projet était financé par le programme de conseil et d'assistance pour la protection de l'environnement dans les pays d'Europe centrale et orientale, du Caucase et d'Asie centrale du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire et bénéficiait de nombreuses contributions en nature, notamment de la part de l'Allemagne et des Pays-Bas<sup>1</sup>.

41. Le projet trisannuel comprenait deux éléments portant respectivement sur la gestion des risques et la gestion des crises. Pour chaque élément, plusieurs activités avaient été organisées au moment de l'élaboration du présent document (voir le tableau 2). Les activités étaient organisées selon le plan d'exécution du projet arrêté par les pays à la réunion de lancement, le 11 mai 2011 à Kiev.

Tableau 2

**Réunions organisées dans le cadre du projet relatif au delta du Danube en 2011-2012**

<i>Date (lieu)</i>	<i>Activité</i>	<i>Objectif</i>
<b>Phase préparatoire</b>		
11 mai 2011 (Kiev)	Réunion de lancement de haut niveau	Adoption du plan d'exécution du projet
<b>Gestion des risques</b>		
12 et 13 juillet 2011 (Chisinau)	Atelier technique sur la gestion des risques	Analyse des cadres juridiques nationaux pour l'identification et la prévention des risques et la participation du public
27-29 septembre 2011 (Galati (Roumanie) et Giurgiulesti (République de Moldova))	Visite conjointe des ports de Galati et de Giurgiulesti	Examen des mesures de sécurité fondamentales à appliquer aux installations dangereuses pour les eaux selon la méthode de la liste de contrôle
14 mars 2012 (Berlin)	Première réunion du groupe d'experts chargé d'élaborer des directives concernant la sécurité des terminaux pétroliers	Lancement des travaux du groupe d'experts

<sup>1</sup> Pour une liste complète des contributions en nature, voir l'annexe II du présent document (tableau des contributions en nature).

<i>Date (lieu)</i>	<i>Activité</i>	<i>Objectif</i>
18 juin 2012 (Saint-Petersbourg (Fédération de Russie))	Deuxième réunion du groupe d'experts chargé d'élaborer des directives concernant la sécurité des terminaux pétroliers	Examen des documents établis à la suite de la première réunion et examen des prochaines étapes
<b>Gestion des crises</b>		
13 et 14 décembre 2011 (Chisinau)	Atelier technique sur la gestion des crises	Examen des procédures de préparation aux situations d'urgence et d'intervention, y compris dans un contexte transfrontière

42. Au moment de la rédaction du présent rapport et suite à la réalisation de six activités, les principaux résultats du projet étaient les suivants:

- a) Échange d'informations sur les procédures nationales concernant la gestion des risques et des crises, première étape vers l'établissement d'accords conjoints à la fin du projet;
- b) Établissement et échange des inventaires des activités dangereuses susceptibles d'avoir des effets transfrontières, étapes importantes vers l'élaboration d'une carte des risques pour le delta du Danube;
- c) Lancement des travaux d'un groupe d'experts chargé d'élaborer des directives concernant la sécurité des terminaux pétroliers, un des résultats attendus du projet.

43. Outre les réalisations indiquées plus haut, on a également observé des problèmes dans la mise en œuvre du projet: en particulier, l'Ukraine a rencontré des difficultés dans l'organisation des inspections conjointes et la communication de données jugées confidentielles. Il était prévu que tous les pays participant au projet dirigeraient à tour de rôle les activités relevant du projet, mais cela s'est concrétisé à un degré moindre que celui qui était escompté.

44. En accord avec le principal pays donateur, le secrétariat a pris des mesures pour exhorter l'Ukraine à apporter la contribution nécessaire et à mettre en œuvre les activités convenues dans le plan d'exécution du projet. Par ailleurs, il a également été décidé d'encourager les deux autres pays participants à prendre l'initiative pour les questions importantes lorsqu'ils organiseraient des activités particulières dans le cadre du projet. Il a été estimé d'autre part qu'en présidant à tour de rôle les activités et les manifestations organisées, les trois pays participants auraient une plus grande maîtrise du projet.

45. Au vu du retard pris par le projet, le pays donateur a décidé de le proroger jusqu'au 30 novembre 2014 et de reprogrammer les activités qui devaient être mises en œuvre en 2012.

## 5. Sessions nationales de formation à l'identification des activités dangereuses au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan

46. Deux sessions de formation à l'identification des activités dangereuses au titre de la Convention ont eu lieu pendant l'exercice biennal 2011-2012. La première, organisée à la demande du Kirghizistan et du Tadjikistan, s'est tenue à Bichkek les 22 et 23 novembre 2011. La deuxième, faisant suite à la demande de l'Ouzbékistan, s'est déroulée à Tachkent les 6 et 7 décembre 2011.

47. Les deux sessions ont bénéficié du soutien de l'Office fédéral de l'environnement de la Suisse, qui a offert une contribution en nature (avec la participation d'experts du Zoï Environment Network)<sup>2</sup> et du programme conjoint de la CEE et de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) «Dialogue et coopération régionaux sur la gestion des ressources en eau en Asie centrale», financé par le Gouvernement allemand.

48. De structure identique, les sessions avaient deux objectifs:

a) Améliorer les connaissances des experts gouvernementaux en matière d'identification des activités dangereuses au titre de la Convention et de la Directive européenne Seveso II<sup>3</sup> tout en sensibilisant davantage le secteur industriel aux risques potentiels des activités dangereuses;

b) Discuter avec les représentants des pays de la suite à donner à l'atelier consacré à l'utilisation des indicateurs et des critères pour la mise en œuvre de l'approche stratégique, qui s'était tenu à Bratislava en mai 2011.

49. Lors de la première partie de la session de formation, les participants ont également pu:

a) Se familiariser avec l'application de l'annexe I de la Convention, y compris les différences entre, d'une part, l'annexe I et les critères de l'emplacement géographique prévus dans la Convention et, d'autre part, l'annexe I de la Directive Seveso II;

b) Examiner d'autres techniques utilisées pour recenser les activités dangereuses (analyse du scénario le plus défavorable);

c) Discuter des bonnes pratiques en matière de collecte, de traitement et de répertoriage des informations relatives aux activités dangereuses.

50. La deuxième partie, qui portait sur la suite donnée à l'atelier de formation tenu à Bratislava, a également permis au secrétariat de rappeler aux participants l'engagement pris par les pays à Bratislava de lui envoyer une auto-évaluation concernant le niveau d'application de la Convention. Il a par ailleurs été souligné que l'auto-évaluation serait un outil utile pour tous les pays dans la détermination des éléments à améliorer et des besoins d'aide éventuels.

51. Les exposés des experts nationaux ont montré que dans les trois pays le cadre juridique et institutionnel prévoyait des procédures d'identification des activités dangereuses, notamment la classification des produits chimiques et la collecte de données.

52. Le Kirghizistan se trouvait dans une situation particulière à la date de la session de formation, puisqu'il élaborait de nouvelles dispositions juridiques concernant l'évaluation des risques et que des changements étaient attendus en matière de cadre institutionnel et de responsabilités. Les experts nationaux étaient d'avis qu'il leur serait très utile de se familiariser avec les bonnes pratiques suivies par les autres pays dans le cadre de la Convention.

53. L'Ouzbékistan reconnaissait en particulier l'utilité de la session de formation, en ce sens qu'elle favorisait le débat et l'échange de données d'expérience. L'atelier avait permis de mieux faire comprendre la Convention et ses dispositions aux experts nationaux, notamment ceux des autorités qui n'avaient jusqu'à présent pas pris part aux travaux menés au titre de la Convention.

<sup>2</sup> La mention d'une entreprise commerciale ou à but non lucratif ne suppose pas un aval des Nations Unies.

<sup>3</sup> Directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, telle qu'elle a été élargie par la Directive 2003/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2003 modifiant la Directive 96/82/CE du Conseil.

54. Les représentants des trois pays ont dit qu'ils souhaitaient un traitement plus approfondi de certains thèmes ou même qu'ils en avaient besoin. Il s'agissait entre autres des sujets suivants: élaboration du scénario le plus défavorable et utilisation des critères de l'emplacement géographique; présentation de rapports sur la sécurité; et régime appliqué aux installations dangereuses dont les quantités de substances étaient inférieures aux niveaux indiqués par la Convention. Les représentants du Tadjikistan ont également dit qu'il leur serait utile de connaître les bonnes pratiques des autres pays car la législation relative à la présentation de rapports sur la sécurité était en cours d'élaboration.

55. Les trois pays faisaient partie du conseil de la sécurité industrielle de la Communauté d'États indépendants (CEI). Les participants ont reconnu qu'il serait utile de promouvoir des activités conjointes avec les autres pays de la CEI, activités qui pourraient inclure des mesures visant à favoriser l'harmonisation des lois avec les dispositions de la Convention et à améliorer la législation nationale.

56. Le débat qui a suivi les exposés a clairement montré qu'il fallait recourir à un libellé plus précis pour éviter toute confusion au sujet de plusieurs termes et définitions communs souvent utilisés dans la Convention, en particulier une confusion entre la notification des activités dangereuses aux pays voisins et celle des accidents industriels.

57. Les représentants des trois pays se sont dits conscients de l'importance qu'il y avait à instaurer, outre une coopération internationale, une solide coopération interinstitutions. En Ouzbékistan, le Ministère des situations d'urgence a indiqué son intention de constituer, au cours des mois suivant l'atelier et comme le proposait le Comité national de protection de la nature, un groupe interinstitutions chargé d'œuvrer à l'application de la Convention.

58. Le secrétariat et les animateurs ont également fait des exposés pour rappeler aux pays la façon de procéder aux auto-évaluations et l'intérêt qu'il y avait à s'en servir pour demander des activités d'aide. Ni le Tadjikistan ni l'Ouzbékistan n'avaient présenté d'auto-évaluation à la date de la session de formation; le Kirghizistan avait envoyé au secrétariat une auto-évaluation partielle. Le secrétariat a souligné qu'il était important de présenter une auto-évaluation complète. Tous les pays se sont engagés à envoyer leur auto-évaluation dans différents délais, mais avant la fin janvier 2012. Aucune nouvelle information n'a été reçue à ce jour.

## **B. Activités futures en préparation**

### **1. Poursuite du projet relatif au delta du Danube**

59. En 2013-2014, les activités menées dans le cadre du projet relatif au delta du Danube se poursuivront selon le nouveau calendrier qui sera arrêté à une réunion que tiendra le groupe de gestion du projet le 14 septembre 2012. Le principal donateur, l'Allemagne, a proposé de proroger le projet et donc de reporter certains des résultats attendus. Il est prévu toutefois que les travaux à entreprendre au cours du prochain exercice biennal porteraient sur les questions suivantes:

- a) Poursuite des travaux du groupe d'experts chargé d'élaborer des directives concernant les terminaux pétroliers;
- b) Poursuite des travaux dans le domaine de la gestion des risques en vue de l'élaboration d'accords multilatéraux ou bilatéraux entre les pays;
- c) Intensification et poursuite des travaux dans le domaine de la gestion des crises en vue de l'élaboration d'un plan d'urgence conjoint pour le delta du Danube.

## 2. Troisième phase du projet ayant trait à l'évaluation de la sécurité dans les Balkans: inspections sur place supplémentaires pour la Croatie, la Serbie et l'ex-République yougoslave de Macédoine

60. La session de formation relative à l'évaluation des rapports sur la sécurité a permis à la Croatie, à la Serbie et à l'ex-République yougoslave de Macédoine d'identifier un besoin d'aide pour approfondir les connaissances des autorités publiques concernant les moyens d'améliorer l'inspection sur place des installations dangereuses.

61. La première activité menée dans la sous-région consistait à évaluer les rapports sur la sécurité (2010). Elle a été suivie de la deuxième phase (inspections sur place) (voir la section II.A.1 ci-dessus). Ces deux activités se sont achevées par les sessions de formation organisées en Serbie et en Croatie, respectivement. Le projet a principalement abouti à l'établissement d'un système de liste de contrôle pour les rapports sur la sécurité et à sa mise en œuvre pratique.

62. Les trois pays ont proposé que soit organisée une troisième phase du projet axée de nouveau sur les inspections sur place, qui seraient organisées dans les installations dangereuses. L'enseignement tiré de la formation devrait être appliqué dans les pays et inclus dans un mécanisme qui permettrait de mettre efficacement en œuvre la législation. L'auto-évaluation des mesures de prévention dans les trois pays a également mis en évidence la nécessité d'une telle formation.

63. Le Bureau de la Convention a approuvé la proposition et le financement a été déterminé dans le cadre de l'initiative ENVSEC.

64. La session de formation devait avoir lieu en octobre 2012. Les contributions en nature (participation d'experts) devaient être offertes par le Centre commun de recherche de la Commission européenne et le Royaume-Uni. Le secrétariat était en rapport avec d'autres Parties pour d'autres contributions en nature.

## III. Phase préparatoire sur la période 2011-2012

65. Sur la période 2011-2012, une seule activité pouvait être considérée comme faisant partie de la phase préparatoire du Programme d'aide.

### **Atelier consacré aux obligations et aux procédures relevant de la Convention d'Espoo<sup>4</sup> et de la Convention sur les accidents industriels et possibilités offertes par les deux Conventions au Turkménistan**

66. La Convention offrait une possibilité de réunion avec des experts et fonctionnaires du Turkménistan dans le cadre du programme conjoint CEE-GIZ «Dialogue et coopération régionaux sur la gestion des ressources en eau en Asie centrale» mis en œuvre en Asie centrale.

67. Un atelier national consacré aux obligations et aux procédures relevant de la Convention d'Espoo et de la Convention sur les accidents industriels a eu lieu à Achgabat les 5 et 6 juin 2011.

68. Son objet était de familiariser les participants avec les procédures prévues dans les deux accords multilatéraux de la CEE relatifs à la protection de l'environnement.

69. Il s'agissait là de la première occasion de présenter la Convention sur les accidents industriels aux autorités du Turkménistan. Les représentants de l'Italie, du Kirghizistan, de

<sup>4</sup> Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (Espoo, 1991).

la République de Moldova et de la Slovénie ont fait part de l'expérience de leur pays dans l'application pratique des deux Conventions.

70. Les représentants du Turkménistan ont jugé intéressants les travaux menés dans le cadre des deux Conventions et se sont dits intéressés par une future coopération sous l'égide de la CEE, notamment dans le cadre d'une éventuelle initiative conjointe entre les cinq conventions de la CEE ayant trait à la protection de l'environnement.

71. À une réunion de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio de Janeiro, 20-22 juin 2012), le Turkménistan a rappelé son souhait de mieux connaître le Programme d'aide de la Convention.

## Annexe I

### Modèle de présentation de propositions de projets dans le cadre du Programme d'aide

Les pays bénéficiaires du Programme d'aide trouveront ci-après un modèle à utiliser pour demander des activités d'aide. Pour pouvoir le remplir correctement, les pays devraient avoir déjà procédé à une auto-évaluation et élaboré un plan d'action au moyen des indicateurs et des critères et comme indiqué dans l'approche stratégique. Le correspondant du pays considéré devrait envoyer au secrétariat une lettre officielle indiquant les propositions de projets.

### Proposition de projet concernant les activités relevant du Programme d'aide

#### 1. Informations sur le demandeur

- a) Pays/Ministère;
- b) Nom de la personne à contacter (si plusieurs pays sont concernés, veuillez indiquer le nom de la personne à contacter pour chaque pays);
- c) Coordonnées (de chaque personne à contacter).

#### 2. Description générale de la proposition de projet

- a) Titre (nature/contenu du projet ou principales questions traitées);
- b) Durée;
- c) Pays bénéficiaires et ministères concernés;
- d) Pays partenaires et ministères concernés;
- e) Coût global estimatif du projet.

#### 3. Informations détaillées sur la proposition de projet

(Veuillez utiliser les informations fournies dans l'auto-évaluation et le plan d'action de votre pays. Veuillez noter que les informations fournies doivent démontrer que l'activité proposée est nécessaire.)

##### a) Contexte

(Pourquoi le projet est-il nécessaire? Veuillez décrire le contexte à partir des résultats de l'auto-évaluation de votre pays, notamment en ce qui concerne: a) le ou les domaines d'activité et le ou les indicateurs auxquels la proposition de projet fait référence; b) la situation actuelle de votre pays, telle qu'elle ressort de l'étape identifiée pour le ou les indicateurs; et c) insuffisances et problèmes recensés. S'il s'agit d'une activité de suivi d'une activité précédemment organisée, veuillez également indiquer les résultats de l'activité précédente (tableau 3 du document relatif aux repères) (environ 500 mots).)

**b) Objectifs du projet**

(Quels sont les objectifs généraux du projet? Quelle est l'incidence prévue? Veuillez décrire les objectifs du projet et l'incidence espérée de l'activité dans le pays. Pour ce faire, veuillez vous fonder sur les résultats du plan d'action de votre pays (environ 200 mots).)

**c) Résultats attendus du projet:**

(Quels sont les résultats concrets/visés qui auraient dû être obtenus après la mise en œuvre du projet? Veuillez décrire, en fonction des objectifs indiqués dans la section b) ci-dessus, les résultats attendus du projet (environ 150 mots).)

**d) Activités relevant du projet**

(Quelles activités (par exemple formulation de directives, session de formation, etc.) permettraient le mieux d'atteindre les objectifs et les résultats attendus identifiés dans les sections b) et c) ci-dessus? Veuillez proposer une description de la façon dont ces activités devraient être menées (par exemple: type de directives; si une session de formation est organisée, qui devrait y participer, combien de personnes, etc.) (environ 200 mots).)

**e) Aide extérieure**

(Quel type d'aide extérieure répondrait le mieux à vos besoins? Veuillez donner une description à partir des informations données dans le plan d'action de votre pays.)

**f) Budget du projet**

(Quel serait le coût estimatif de l'activité ou des activités relevant du projet?)

**g) Calendrier**

(Selon quel calendrier projetez-vous de mettre en œuvre le projet?)



## Annexe II

### Contributions en nature au Programme d'aide sur la période 2011-2012

<i>Pays ou organisation donateur</i>	<i>Contribution en nature</i>
Allemagne	Services d'experts et frais de voyage pour les réunions tenues dans le cadre du projet relatif au delta du Danube
Croatie	Traduction des documents et contacts avec les entreprises pour la session de formation consacrée aux inspections sur place
Italie	Services d'experts pour l'atelier au Turkménistan
Kirghizistan	Appui à l'organisation de la session de formation à l'identification des activités dangereuses
Norvège	Services d'experts et frais de voyage pour: la session de formation consacrée aux inspections sur place; le groupe restreint chargé d'évaluer les auto-évaluations; et l'atelier consacré aux indicateurs et aux critères
Ouzbékistan	Appui à l'organisation de la session de formation à l'identification des activités dangereuses
Pays-Bas	Services d'experts et frais de voyage pour l'atelier consacré aux indicateurs et aux critères et les réunions tenues dans le cadre du projet relatif au delta du Danube
Pologne	Services d'experts et frais de voyage pour une réunion tenue dans le cadre du projet relatif au delta du Danube
République de Moldova	Atelier au Turkménistan; appui à l'organisation de réunions tenues dans le cadre du projet relatif au delta du Danube
Roumanie	Appui à l'organisation de réunions tenues dans le cadre du projet relatif au delta du Danube
Royaume-Uni	Services d'experts et frais de voyage pour le groupe restreint chargé d'évaluer les auto-évaluations et l'atelier consacré aux indicateurs et aux critères
Serbie	Services d'experts pour l'atelier consacré aux indicateurs et aux critères
Slovaquie	Appui logistique à l'atelier consacré aux indicateurs et aux critères
Slovénie	Services d'experts et frais de voyage pour le groupe restreint chargé d'évaluer les auto-évaluations et l'atelier consacré aux indicateurs et aux critères; services d'experts pour l'atelier organisé au Turkménistan

<i>Pays ou organisation donateur</i>	<i>Contribution en nature</i>
Suisse	Services d'experts et frais de voyage pour: le groupe restreint chargé d'évaluer les auto-évaluations; l'atelier consacré aux indicateurs et aux critères; la session de formation consacrée aux inspections sur place; la session nationale de formation à l'identification des activités dangereuses pour le Kirghizistan et le Tadjikistan; et la session nationale de formation à l'identification des activités dangereuses pour l'Ouzbékistan
Ukraine	Appui à l'organisation de réunions tenues dans le cadre du projet relatif au delta du Danube
Centre commun de recherche de la Commission européenne	Services d'experts et frais de voyage pour la deuxième phase de la session de formation consacrée aux inspections sur place
Commission pour la protection de la mer Noire contre la pollution	Services d'experts et frais de voyage pour une réunion tenue dans le cadre du projet relatif au delta du Danube
European Process Safety Centre	Services d'experts et frais de voyage pour le groupe d'experts chargé d'élaborer des directives concernant les installations des terminaux pétroliers
Federal Institute for Materials Research and Testing	Services d'experts et frais de voyage pour le groupe d'experts chargé d'élaborer des directives concernant les installations des terminaux pétroliers
Fédération européenne du génie chimique	Services d'experts pour le groupe d'experts chargé d'élaborer des directives concernant les installations des terminaux pétroliers
Groupe GCE (Fédération de Russie)	Services d'experts et frais de voyage pour le groupe d'experts chargé d'élaborer des directives concernant les installations des terminaux pétroliers
Programme des Nations Unies pour l'environnement – Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Services d'experts et frais de voyage pour l'atelier technique sur la gestion des crises dans le cadre du projet relatif au delta du Danube
Terminal pétrolier de Giurgiulesti	Services d'experts et frais de voyage pour le groupe d'experts chargé d'élaborer des directives concernant les installations des terminaux pétroliers